

Art. 15. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et Notre Ministre des Communications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 mars 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
de la Politique scientifique et du Plan,

G. VERHOFSTADT

Pour le Ministre des Communications et du Commerce extérieur,
absent :

Le Ministre des Classes Moyennes,

J. BUCHMANN

F. 87 — 705

Arrêté royal n° 525 modifiant la loi du 22 février 1961
relative à la création de sociétés de transports en commun urbains

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal numéroté qui est présenté à la signature de Votre Majesté trouve sa base juridique dans la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, notamment les articles 1er, 2°, c) et 3, § 2.

Il vise en premier lieu à renforcer l'efficacité des Sociétés de transports en commun urbains.

Dans ce but le comité de gestion est remplacé par un comité de direction, composé de cinq membres : le président et le vice-président du conseil d'administration, l'administrateur-directeur général et deux administrateurs à désigner par le Ministre qui a les transports en commun dans ses attributions. En plus, les deux administrateurs représentant le personnel, assistent aux réunions avec voix consultative.

Par ailleurs le nombre d'administrateurs, actuellement fixé par les statuts, est ramené à douze dans toutes les sociétés. Ce nombre est actuellement de vingt-deux à Liège, dix-huit à Anvers et à Gand, et quatorze à Charleroi et Verviers.

Outre les économies directes que rapportent ces deux modifications, la simplification de la gestion doit faciliter la prise de décision et permettre de réaliser plus rapidement les mesures de rationalisation nécessaires pour réduire le déficit d'exploitation supporté par le Budget de l'Etat.

Pour confirmer cette réforme, les organes des sociétés sont fixés par la loi, et non plus, comme actuellement, par les seuls statuts.

Par ailleurs, en vue de simplifier les procédures, les statuts sont modifiés par le Roi, et non plus par l'assemblée générale.

Depuis le rachat en 1978 par l'Etat des parts que le privé détenait encore dans le capital des sociétés celles-ci sont devenues des sociétés exclusivement publiques.

Si la disposition statutaire prévoyant qu'une révision des statuts devait se faire par l'assemblée générale à la majorité qualifiée se justifiait précédemment pour préserver les droits du secteur privé, elle est devenue inutile, dans la mesure où l'Etat seul détient la majorité absolue des parts sociales.

En vue de simplifier la procédure et d'appliquer plus rapidement des décisions impliquant des modifications statutaires, il est proposé de fixer dorénavant les statuts par arrêté royal, alors qu'actuellement une assemblée extraordinaire doit être convoquée et ensuite, les décisions doivent être approuvées par arrêté royal.

Art. 15. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Onze Minister van Verkeerswezen zijn, iedere wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 31 maart 1987.

BAUDOIN

Par le Roi :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
Wetenschapsbeleid en het Plan,

G. VERHOFSTADT

Voor de Minister van Verkeerswezen en Buitenlandse Handel,
afwezig :

De Minister van Middenstand,

J. BUCHMANN

N. 87 — 705

Koninklijk besluit nr. 525 tot wijziging van de wet van
22 februari 1961 betreffende de oprichting van maatschappijen
voor stedelijk gemeenschappelijk vervoer

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van genummerd koninklijk besluit dat aan Uwe Majesteit ter ondertekening wordt voorgelegd, vindt zijn rechtsgrond in de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid in de artikelen 1, 2°, c) et 3, § 2.

Het besluit beoogt in de eerste plaats, het beheer van Maatschappijen voor stedelijk gemeenschappelijk vervoer doeltreffende te maken.

Met dit oogmerk wordt het beheerscomité vervangen door een directiecomité dat bestaat uit vijf leden : de voorzitter en de vice-voorzitter van de raad van bestuur, de bestuurder-directeur-generaal en twee bestuurders, die door de Minister tot wiens bevoegdheid het gemeenschappelijk vervoer behoort, moeten worden aangewezen. Daarenboven, nemen de twee bestuurders die aangewezen zijn om het personeel te vertegenwoordigen, met raadgevende stem deel aan de vergaderingen.

Anderzijds wordt het aantal bestuurders, dat thans in de statuten is vastgesteld, teruggebracht tot twaalf in alle maatschappijen. Dit aantal bedraagt op dit ogenblik twee en twintig in Luik, achtien in Antwerpen en Gent en veertien in Charleroi en Verviers.

Niet alleen brengen deze twee wijzigingen een rechtstreekse besparing mee : de vereenvoudiging van het beheer die eruit volgt, moet de besluitvorming gemakkelijker maken en toelaten dat de rationalisatiemaatregelen die nodig zijn om het door de Staatsbegroting aangevulde exploitatietekort te verminderen, sneller worden verwezenlijkt.

Om aan deze hervormingen stevigheid te geven, worden de organen van de maatschappijen niet langer zoals thans, bij de statuten, maar bij wet vastgesteld.

Anderzijds worden, om de procedures te vereenvoudigen, de statuten niet langer door de algemene vergadering, maar door de Koning gewijzigd.

Sinds de terugkoop door de Staat in 1978 van de aandelen die de privé-sector in het kapitaal van de maatschappijen bezat, hebben deze laatste een exclusief publiek karakter gekregen.

Indien de statutaire bepaling volgens welke over de wijzigingen in de statuten wordt beslist door de algemene vergadering met gekwalificeerde meerderheid, voorheen haar rechtvaardiging vond in de vrijwaring van de rechten van de privé-sector, dan is zij thans nutteloos geworden in zover de Staat op zichzelf de absolute meerderheid van de aandelen heeft verkregen.

Teneinde de procedure te vereenvoudigen en de beslissingen die statutenwijzigingen inhouden sneller te kunnen uitvoeren, bepaalt het voorgelegde besluit dat de statuten voortaan bij koninklijk besluit worden vastgesteld, waar thans nog een buitengewone algemene vergadering moet worden samengeroepen en de beslissingen bij koninklijk besluit moeten worden goedgekeurd.

Il est à noter qu'à la S.N.C.B., c'est également le Roi qui fixe les statuts.

En second lieu, le projet vise à réorganiser le contrôle de l'Etat sur les sociétés, d'une part en étendant le droit de recours dont dispose actuellement le commissaire du gouvernement pour suspendre dans un délai de quatre jours francs l'exécution d'une décision d'un organe de gestion à toute décision prise ou non en sa présence, et d'autre part, en attribuant, au délégué du Ministre du Budget, un droit identique à l'encontre de toute décision ayant une incidence financière ou budgétaire.

Le principe de ce contrôle et l'organisation de celui-ci sont identiques à ceux prévus pour les organismes d'intérêt public de catégorie B par la loi du 16 mars 1954.

En troisième lieu, le présent arrêté vise à donner à la surtaxe appliquée au voyageur qui ne peut, lors d'un contrôle, présenter un titre de transport valable, une meilleure base juridique.

En effet, jusqu'à présent cette pratique n'a d'autre base qu'une disposition contenue dans le cahier des charges des sociétés.

Le présent arrêté assimile la surtaxe aux tarifs en disposant que le montant de la surtaxe est fixé de la façon prévue pour les tarifs.

L'article 1er modifie la procédure pour arrêter les statuts.

L'article 2 rend le texte de l'article 9 conforme aux dispositions de l'arrêté royal n° 140 du 30 décembre 1982, sous une formulation simplifiée.

L'article 3 rend l'article 10 conforme aux dispositions de l'arrêté royal n° 174, du 30 décembre 1982 qui prévoit que les tarifs sont fixés par le Ministre qui a les transports dans ses attributions.

L'article 4 introduit un nouvel article 10bis, en vue de faire figurer dans la loi organique la manière dont sont fixés les tarifs, telle que prévue par l'arrêté royal n° 174.

Le second paragraphe de ce nouvel article 10bis autorise les sociétés à réclamer une surtaxe au voyageur qui ne peut présenter un titre de transport valable.

L'article 5 introduit avec un nouvel article 11 dans la loi organique, l'énumération des organes des sociétés.

L'ancien article 11 est remplacé par un nouvel article 19.

L'article 6 fixe, avec un nouvel article 11bis, dans la loi organique, les principales dispositions concernant la composition, le droit de vote et les attributions de l'assemblée générale.

L'article 7 introduit un nouvel article 11ter, qui fixe la composition du conseil d'administration, et la manière dont sont désignés les administrateurs autres que l'administrateur-directeur général.

L'article 8 introduit un nouvel article 11quater, qui fixe la composition du comité de direction et les pouvoirs qui lui sont conférés.

Concernant la remarque du Conseil d'Etat relative à la détermination des pouvoirs du comité de direction, il y a lieu d'observer que le dernier alinéa de l'article 8 du projet précise bien que les pouvoirs du comité de direction sont déterminés par les statuts, à fixer par le Roi.

L'article 9 introduit un nouvel article 11quinquies, concernant la nomination et les attributions de l'administrateur-directeur général.

L'article 10 introduit un nouvel article 11sexies qui fixe la composition du collège des commissaires et la manière dont ils sont nommés.

L'article 11 apporte à l'article 17 de la loi organique des modifications de terminologie, afin de rendre cette terminologie conforme à celle de la loi du 26 mai 1983 établissant le texte néerlandais et adaptant le texte français du titre IX du livre Ier du Code de Commerce et à celle de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.

L'article 12 a pour objet de remplacer le texte de l'article 19 de la loi organique, devenu sans objet, par de nouvelles dispositions qui alignent les pouvoirs et le mode de recours du commissaire du gouvernement sur ceux prévus dans la loi du 16 mars 1954, et qui concernent les organismes d'intérêt public de catégorie B.

Ces dispositions remplacent celles qui étaient prévues à l'ancien article 11 de la loi organique.

Opgemerkt zij dat bij de N.M.B.S. de statuten eveneens door de Koning worden vastgesteld.

In de tweede plaats beoogt dit besluit het toezicht van de Staat op de maatschappijen te reorganiseren. Daartoe wordt enerzijds het recht van beroep, waarover thans de regeringscommissaris beschikt om de uitvoering van een beslissing van een bestuursorgaan binnen een termijn van vier vrije dagen op de schorten, uitgebreid tot elke beslissing, onverschillig of deze al dan niet in zijn aanwezigheid werd genomen, anderzijds wordt aan de afgevaardigde van de Minister van Begroting eenzelfde toegekend ten aanzien van elke beslissing die een financiële of budgettaire weerslag heeft.

Het principe van dit toezicht en zijn organisatie zijn identiek met die welke de wet van 16 maart 1954 voor de instellingen van openbaar nut van categorie B heeft vastgesteld.

In de derde plaats beoogt dit besluit een betere juridische basis te geven voor de toeslag die wordt aangerekend aan de reiziger die bij een controle geen geldig vervoerbewijs kan voorleggen.

Deze toeslag heeft immers tot nu toe geen andere basis dan een bepaling die vervat is in het lastenboek van de maatschappijen.

Het hier voorgelegde besluit schakelt de toeslag gelijk met de tarieven door te bepalen dat het bedrag van de toeslag wordt vastgesteld op de wijze die voor de tarieven bepaald is.

Artikel 1 verandert de procedure voor de wijziging van de statuten.

Artikel 2 brengt de tekst van artikel 9 in een vereenvoudigde formulering in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 140 van 30 december 1982.

Artikel 3 brengt de tekst van artikel 10 in overeenstemming met het koninklijk besluit nr. 174 van 30 december 1982 dat bepaalt dat de tarieven worden vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid het vervoer behoort.

Artikel 4 voert een nieuw artikel 10bis, in om in de organieke wet de wijze te laten voorkomen waarop, volgens het koninklijk besluit nr. 174, de tarieven moeten worden vastgesteld.

De tweede paragraaf van dit nieuwe artikel 10bis machtigt de maatschappijen, een toeslag aan te rekenen aan de reiziger die geen geldig vervoerbewijs kan voorleggen.

Artikel 5 voert, met een nieuw artikel 11 in de organieke wet, de opsomming in van de organen van de maatschappijen.

Het oude artikel 11 wordt vervangen door een nieuw artikel 19.

Artikel 6 legt, met een nieuw artikel 11bis, in de organieke wet de belangrijkste bepalingen vast met betrekking tot de samenstelling, het stemrecht en de bevoegdheden van de algemene vergadering.

Artikel 7 voert een nieuw artikel 11ter in, dat de samenstelling van de raad van bestuur en de wijze waarop de bestuurders, met uitzondering van de bestuurder-directeur-generaal, worden aangeuid, vastlegt.

Artikel 8 voert een nieuw artikel 11quater in, dat de samenstelling van het directiecomité en de bevoegdheden die eraan worden toevertrouwd, vastlegt.

Met betrekking tot een opmerking van de Raad van State over de omschrijving der bevoegdheden van het directiecomité, dient er opgemerkt dat het laatste lid van artikel 8 van onderhavig ontwerp wel bepaalt dat de bevoegdheden van het directiecomité worden omschreven door de statuten, die worden vastgesteld door de Koning.

Artikel 9 voert een nieuw artikel 11quinquies in, betreffende de benoeming en de bevoegdheden van de bestuurder-directeur-generaal.

Artikel 10 voert een nieuw artikel 11sexies in, dat de samenstelling van het college van commissarissen en de wijze waarop deze worden benoemd, vastlegt.

Artikel 11 brengt in artikel 17 van de organieke wet terminologische wijzigingen aan, om deze terminologie in overeenstemming te brengen met die van de wet van 26 mei 1983 tot vaststelling van de nederlandse tekst en tot aanpassing van de franse tekst van het Wetboek van Koophandel, boek I, titel IX, en met die van de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen.

Artikel 12 vervangt de tekst van artikel 19 van de organieke wet, die zonder voorwerp geworden is, door nieuwe bepalingen die de bevoegdheden en de wijze van verhaal van de regeringscommissaris afstemmen op die welke zijn voorzien in de wet van 16 maart 1954 en de instellingen van openbaar nut van categorie B betreffen.

Deze bepalingen vervangen die welke voorkwamen in het oude artikel 11 van de organieke wet.

L'article 13 introduit de nouvelles dispositions qui donnent, au délégué du Ministre du Budget, les mêmes pouvoirs que ceux prévus par la loi du 16 mars 1954 pour les délégués auprès d'organismes d'intérêt public de catégorie B.

Il a été tenu compte de l'avis du Conseil d'Etat.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
de la Politique scientifique et du Plan,

G. VERHOFSTADT

Pour le Ministre des Communications,
et du Commerce extérieur absent :

Le Ministre des Classes moyennes,

J. BUCHMANN

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 23 mars 1987, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal n° ... « modifiant la loi du 22 février 1961 relative à la création de sociétés de transports en commun urbains », a donné le 24 mars 1987 l'avis suivant :

Examen du texte

Préambule

Un alinéa 2, rédigé comme suit, devrait être inséré dans le préambule :

« Vu la loi du 22 février 1961 relative à la création de sociétés de transports en commun urbains, modifiée par l'arrêté royal n° 140 du 30 décembre 1982; ».

Dispositif

Article 1er

Le début de la phrase liminaire doit être rédigé comme suit : « L'article 1er, alinéa 3, de la loi ... ».

Article 2

Eu égard à l'article 2 de la loi du 29 juin 1984 modifiant l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 portant révision et coordination de la législation relative au transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles, lequel a remplacé les termes « services publics d'autobus » et « services spéciaux d'autobus » par « services réguliers » et « services réguliers spécialisés », il y a lieu, à l'article 9 en projet, de remplacer les mots « services publics ou spéciaux d'autobus » par « services réguliers et services réguliers spécialisés ».

Article 3

Le texte suivant est proposé :

« Article 3. A l'article 10 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante : « Le cahier des charges déterminera notamment les obligations de la société envers les pouvoirs publics »;

2° l'alinéa 3 est abrogé.

Article 4

Dans le texte français de l'article 10bis, alinéa 2, en projet, le mot « pénalités » doit être remplacé par le mot « peines ».

Article 6

Dans le texte français de l'article 11bis, alinéa 1er, première phrase, en projet, il y a lieu d'écrire « représentés » au lieu de « représentées »; dans la deuxième phrase du même alinéa, par souci de concordance avec la première phrase, il y a lieu d'écrire « part sociale » au lieu de « action ».

Artikel 13 voegt nieuwe bepalingen in die aan de afgevaardigde van de Minister van Begroting dezelfde machten geven als deze welke zijn voorzien in de wet van 16 maart 1954 voor de afgevaardigden bij de instellingen van openbaar nut van categorie B.

Er werd rekening gehouden met het advies van de Raad van State.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
Wetenschapsbeleid en het Plan,

G. VERHOFSTADT

Voor de Minister van Verkeerswezen
en Buitenlandse Handel afwezig :

De Minister van Middenstand,

J. BUCHMANN

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, negende kamer, op 23 maart 1987, door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. ... « tot wijziging van de wet van 22 februari 1961 betreffende de oprichting van maatschappijen voor stedelijk gemeenschappelijk vervoer », heeft op 24 maart 1987 het volgend advies gegeven :

Onderzoek van de tekst

Aanhef

Een als volgt luidend tweede lid zou ingevoegd moeten worden in de aanhef :

« Gelet op de wet van 22 februari 1961 betreffende de oprichting van maatschappijen voor stedelijk gemeenschappelijk vervoer, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 140 van 30 december 1982; ».

Bepalend gedeelte

Artikel 1

Het begin van de inleidende volzin moet als volgt worden geredigeerd : « Artikel 1, derde lid, van de wet ... ».

Artikel 2

Gelet op artikel 2 van de wet van 29 juni 1984 tot wijziging van de besluitwet van 30 december 1946 houdende herziening en coördinatie van de wetgeving betreffende het bezoldigd vervoer van personen door middel van automobielen, hetwelk de termen « openbare autobusdiensten » en « bijzondere autobusdiensten », vervangen heeft door « geregeld vervoer » en « bijzondere vormen van geregeld vervoer », behoren in het ontworpen artikel 9 de woorden « openbare of speciale autobusdiensten » te worden vervangen door « geregeld vervoer en bijzondere vormen van geregeld vervoer ».

Artikel 3

De volgende tekst wordt voorgesteld :

« Artikel 3. In artikel 10 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen door de volgende bepaling : « Het bestek bepaalt inzonderheid de verplichtingen van de maatschappij tegenover de openbare besturen »;

2° het derde lid wordt opgeheven ».

Artikel 4

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 10bis, tweede lid, behoort het woord « pénalités » te worden vervangen door het woord « peines ».

Artikel 6

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 11bis, eerste lid, eerste volzin, schrijve men : « représentés » in plaats van « représentées »; in de tweede volzin van hetzelfde lid schrijve men ter wille van de overeenstemming met de eerste volzin : « maatschappelijk aandeel » in plaats van « aandeel ».

Dans le texte français de l'alinéa 2 du même article, il convient d'écrire « ... au collège des commissaires pour l'exécution de leur mandat ».

Article 7

A l'article 11^{ter} en projet, le texte prévoit, au 1^o, l'hypothèse du remplacement du président « en cas d'absence, d'empêchement ou de suspension ». Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle, contrairement aux nombreuses dispositions qui règlent le remplacement d'un titulaire, le projet prévoit l'hypothèse de la suspension.

Le texte néerlandais du 2^o devrait être rédigé comme suit :

« 2^o één bestuurder, door de Koning benoemd uit een dubbeltal, voorgedragen door de bestendige deputatie ... (la suite comme au projet) ».

En ce qui concerne le 3^o de l'alinéa 1er de l'article 11^{ter} en projet, compte tenu des renseignements donnés au Conseil d'Etat par le fonctionnaire délégué, les intentions du Gouvernement seraient mieux traduites par le texte suivant :

« 3^o deux administrateurs, nommés par le Roi, sur présentation faite sur une liste double dressée par chacun des collèges des bourgeois et échevins des communes associées; ».

Article 8

A l'article 11^{quater}, alinéa 4, en projet, les termes « pouvoirs de haute direction » manquent de précision et ne permettent notamment pas de déterminer la répartition des compétences entre le comité de direction et le conseil d'administration.

Au surplus, le rapport au Roi ne donne aucune indication à ce sujet.

Article 11

Conformément à l'article 177^{quinquies} des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, lequel a remplacé les mots « compte de profits et pertes » et « compte de pertes et profits » par les mots « compte de résultats » et la publication au *Moniteur belge* ou aux annexes du *Moniteur belge* des bilans, des comptes de résultats, d'annexes à ces états et de comptes consolidés, par un dépôt au greffe du tribunal de commerce, l'article 11 devrait être rédigé comme suit :

« Article 11. A l'article 17 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1^o à l'alinéa 1er, dans le texte néerlandais, les mots « raad van beheer » sont remplacés par les mots « raad van bestuur »;

2^o à l'alinéa 1er, les mots ... (la suite comme au projet);

3^o l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante : « Les comptes annuels sont déposés au greffe du tribunal de commerce »;

4^o à l'alinéa 3, les mots « Le dépôt par le Ministre intéressé, ainsi que la publication des comptes » sont remplacés par les mots « Les dépôts prévus aux alinéas 1er et 2 ».

Article 14

L'article 22 de la loi du 22 février 1961 est une disposition modificative.

Les paragraphes 1er, 3 et 5 de l'article 22 remplacent respectivement les articles 6, 8 et 15 de la loi du 17 juin 1953.

Il convient en bonne technique législative, non d'abroger ces paragraphes de l'article 22 de la loi du 22 février 1961, mais d'abroger les articles 6, 8 et 15 de la loi du 17 juin 1953, avec les modifications qu'ils ont subies, notamment par la loi du 22 février 1961.

Abroger, comme le fait le projet, une disposition modificative a, dans un cas concret, pour conséquence qu'est abrogé l'article 22, § 1er, de la loi du 22 février 1961 remplaçant l'article 6 de la loi du 17 juin 1953, sans que soit mentionné l'arrêté royal n^o 140 du 30 décembre 1982 qui modifie également l'article 6 de la loi du 17 juin 1953.

En outre, dans le projet d'arrêté royal n^o 524 modifiant la loi du 17 juin 1953 portant organisation des transports en commun de la région bruxelloise (1), les articles 6, 8 et 15 de la loi du 17 juin 1953 sont remplacés par des dispositions nouvelles.

Il ne s'indique pas d'abroger dans un arrêté royal des dispositions qu'un autre arrêté royal remplace.

In de Franse tekst van het tweede lid van hetzelfde artikel behoort men te schrijven : « au collège des commissaires pour l'exécution de leur mandat ».

Artikel 7

In het ontworpen artikel 11^{ter} voorziet de tekst onder 1^o in het geval dat de voorzitter « bij afwezigheid, belet of schorsing » wordt vervangen. Het is de Raad van State niet duidelijk waarom het ontwerp, in tegenstelling met de talrijke bepalingen die de vervanging van een titularis regelen, in het geval van schorsing voorziet.

De tekst onder 2^o zou als volgt moeten worden geredigeerd :

« 2^o één bestuurder, door de Koning benoemd uit een dubbeltal, voorgedragen door de bestendige deputatie ... (voorts zoals in het ontwerp) ».

Wat 3^o van het eerste lid van het ontworpen artikel 11^{ter} betreft, zouden de bedoelingen van de Regering, gelet op de inlichtingen die de gemachtigde ambtenaar aan de Raad van State verschaft heeft, door de navolgende tekst beter worden vertolkt :

« 3^o twee bestuurders, door de Koning benoemd uit een dubbeltal, voorgedragen door elk college van burgemeester en schepenen van de deelhabende gemeenten; ».

Artikel 8

In het ontworpen artikel 11^{quater}, vierde lid, is de term « hoge leiding » onvoldoende nauwkeurig; het is met name niet mogelijk om aan de hand daarvan uit te maken hoe de bevoegdheden tussen het directiecomité en de raad van bestuur verdeeld zijn.

Bovendien bevat het verslag aan de Koning geen enkele aanwijzing in dat verband.

Artikel 11

Overeenkomstig artikel 177^{quinquies} van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, welk artikel de woorden « winst- en verliesrekening » en « verlies- en winstrekening » heeft vervangen door het woord « resultatenrekening » en de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* of in bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* van de balansen, de resultatenrekening, de toelichtingen en van de concernjaarrekeningen, door een neerlegging op de griffie van de rechtbank van koophandel, zou artikel 11 als volgt geredigeerd moeten worden :

« Artikel 11. In artikel 17 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in de Nederlandse tekst van het eerste lid worden de woorden « raad van beheer » vervangen door de woorden « raad van bestuur »;

2^o in het eerste lid worden ... (voorts zoals in het ontwerp);

3^o het tweede lid wordt vervangen door de volgende bepaling : « De jaarrekening wordt neergelegd op de griffie van de rechtbank van koophandel »;

4^o in het derde lid worden de woorden « Het neerleggen door de betrokken Minister alsmede de bekendmaking van de rekeningen » vervangen door de woorden « De in het eerste en tweede lid bedoelde neerleggingen ».

Artikel 14

Artikel 22 van de wet van 22 februari 1961 is een wijzigingsbepaling.

De paragrafen 1, 3 en 5 van artikel 22 vervangen onderscheidenlijk de artikelen 6, 8 en 15 van de wet van 17 juni 1953.

Het zou in overeenstemming met een goede wetgevingstechniek zijn niet die paragrafen van artikel 22 van de wet van 22 februari 1961 op te heffen, maar wel de artikelen 6, 8 en 15 van de wet van 17 juni 1953, met de wijzigingen die erin zijn aangebracht, inzonderheid door de wet van 22 februari 1961.

Een wijzigingsbepaling opheffen, zoals het ontwerp doet, heeft in een concreet geval tot gevolg dat artikel 22, § 1, van de wet van 22 februari 1961, hetwelk artikel 6 van de wet van 17 juni 1953 vervangt, opgeheven wordt zonder dat melding wordt gemaakt van het koninklijk besluit nr. 140 van 30 december 1982 dat eveneens artikel 6 van de wet van 17 juni 1953 wijzigt.

Bovendien worden in het ontwerp van koninklijk besluit nr. 524 tot wijziging van de wet van 17 juni 1953 op de inrichting van het gemeenschappelijk vervoer in de streek van Brussel (1), de artikelen 6, 8 en 15 van de wet van 17 juni 1953 door nieuwe bepalingen vervangen.

Er is geen aanleiding om in een koninklijk besluit bepalingen op te heffen die door een ander koninklijk besluit worden vervangen.

(1) sur lequel le Conseil d'Etat donne son avis ce jour sous le n^o 17.969/9.

(1) waarover de Raad van State heden een advies uitbrengt onder het nr. 17.969/9.

La chambre était composée de :

MM. :

H. Rousseau, président de chambre;
J.J. Stryckmans, P. Fincoeur, conseillers d'Etat;
Mme R. Deroy, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. Stryckmans.

Le rapport a été présenté par Mme M.-L. Thomas, auditeur.

Le greffier,
R. Deroy.

Le président,
H. Rousseau.

31 MARS 1987. — Arrêté royal n° 525 modifiant la loi du 22 février 1961 relative à la création de sociétés de transports en commun urbains

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, notamment les articles 1er, 2°, c) et 3, § 2;

Vu la loi du 22 février 1961 relative à la création de sociétés de transports en commun urbains, modifiée par l'arrêté royal n° 140 du 30 décembre 1982;

Vu l'urgence;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et de Notre Ministre des Communications et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 1, alinéa 3, de la loi du 22 février 1961 relative à la création de sociétés de transports en commun urbains est remplacé par la disposition suivante :

« Les statuts de chacune de ces associations peuvent être modifiés, en conformité avec les dispositions de la présente loi, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, sur présentation du Ministre qui a les transports en commun dans ses attributions et après consultation des conseils d'administration respectifs. »

Art. 2. L'article 9 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 140 du 30 décembre 1982, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 9. Les sociétés sont autorisées à affermer des services réguliers et services réguliers spécialisés. »

Art. 3. A l'article 10 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante : « Le cahier des charges déterminera notamment les obligations de la société envers les pouvoirs publics; »

2° l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 4. Un article 10bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 10bis. Les prix de transport sont établis par le Ministre ayant les transports en commun dans ses attributions, conformément aux dispositions de l'arrêté royal n° 174 du 30 décembre 1982 instaurant l'adaptation annuelle des tarifs pour le transport des voyageurs, appliqués par les sociétés de transport en commun.

Les sociétés sont autorisées à réclamer sans préjudice des peines prévues par les lois, outre le prix du voyage, une surtaxe au voyageur qui ne peut présenter un titre de transport valable. Le montant de cette surtaxe est fixé de la façon prévue pour les prix de transport. »

Art. 5. L'article 11 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 11. Les organes des sociétés sont :

- 1° l'assemblée générale des actionnaires;
- 2° le conseil d'administration;
- 3° le comité de direction;
- 4° l'administrateur-directeur général;
- 5° le collège des commissaires aux comptes. »

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

H. Rousseau, kamervoorzitter;
J.J. Stryckmans, P. Fincoeur, staatsraden;
Mevr. R. Deroy, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J.-J. Stryckmans.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. M.-L. Thomas, auditeur.

De griffier,
R. Deroy.

De voorzitter,
H. Rousseau.

31 MAART 1987. — Koninklijk besluit nr. 525 tot wijziging van de wet van 22 februari 1961 betreffende de oprichting van maatschappijen voor stedelijk gemeenschappelijk vervoer

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 februari 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid op de artikelen 1, 2°, c) en 3, § 2;

Gelet op de wet van 22 februari 1961 betreffende de oprichting van maatschappijen voor stedelijk gemeenschappelijk vervoer, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 140 van 30 december 1982;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Onze Minister van Verkeerswezen en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1, derde lid, van de wet van 22 februari 1961 betreffende de oprichting van maatschappijen voor stedelijk gemeenschappelijk vervoer wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De statuten van elk van deze verenigen kunnen worden gewijzigd, overeenkomstig de bepalingen van deze wet, bij in Minister-raad overlegd koninklijk besluit, op voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het gemeenschappelijk vervoer behoort en na raadpleging van de respectievelijke raden van bestuur. »

Art. 2. Artikel 9 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 140 van 30 december 1982 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 9. De maatschappijen zijn gemachtigd om geregeld vervoer en bijzondere vormen van geregeld vervoer te verpachten. »

Art. 3. In artikel 10 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

2° het tweede lid wordt vervangen door de volgende bepaling : « Het bestek bepaalt inzonderheid de verplichtingen van de maatschappij tegenover de openbare besturen; »

2° het derde lid wordt opgeheven.

Art. 4. Een artikel 10bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 10bis. De vervoerprijzen worden vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid het gemeenschappelijk vervoer behoort, overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 174 van 30 december 1982 houdende invoering van een jaarlijkse aanpassing van de tarieven toegepast door de maatschappijen voor gemeenschappelijk vervoer.

De maatschappijen zijn gemachtigd, aan de reiziger die geen geldig vervoerbewijs kan tonen, boven de prijs van de rit een toeslag aan te rekenen, overminderd de straffen door de wet voorzien. Het bedrag van deze toeslag wordt vastgesteld op de voor de vervoerprijzen bepaalde wijze. »

Art. 5. Artikel 11 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 11. De organen van de maatschappijen zijn :

- 1° de algemene vergadering van de aandeelhouders;
- 2° de raad van bestuur;
- 3° het directiecomité;
- 4° de bestuurder-directeur-generaal;
- 5° het college van commissarissen van de rekeningen. »

Art. 6. Un article 11bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 11bis. L'assemblée générale se compose des propriétaires des parts sociales représentés par un ou plusieurs mandataires spécialement désignés à cette fin. Chaque part sociale donne droit à une voix.

L'assemblée générale approuve les comptes annuels et donne décharge au conseil d'administration et au collège des commissaires pour l'exécution de leur mandat.

Les statuts déterminent le fonctionnement de l'assemblée générale. »

Art. 7. Un article 11ter, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 11ter. Le conseil d'administration est composé d'un président et de onze administrateurs :

1° le président et cinq administrateurs, nommés par le Roi sur présentation du Ministre qui a les transports en commun dans ses attributions;

Parmi ces cinq administrateurs, le Roi nomme un vice-président qui est appelé à remplacer le président en cas d'absence ou d'empêchement;

2° un administrateur, nommé par le Roi sur présentation faite sur une liste double par la députation permanente du conseil provincial de la province où est établi le siège social;

3° deux administrateurs, nommés par le Roi, sur présentation faite sur une liste double dressée par chacun des collèges des bourgmestre et échevins des communes associées;

4° deux administrateurs, désignés par les deux organisations syndicales les plus représentatives du personnel des sociétés;

5° l'administrateur-directeur général.

Les statuts déterminent le fonctionnement et les pouvoirs du conseil d'administration, ainsi que la durée des mandats des administrateurs. »

Art. 8. Un article 11 quater, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 11 quater. Le comité de direction est composé de cinq membres :

1° le président du conseil d'administration;

2° le vice-président du conseil d'administration;

3° l'administrateur-directeur général;

4° deux administrateurs désignés par le Ministre ayant les transports en commun dans ses attributions.

Par ailleurs, les deux administrateurs représentant le personnel désignés à l'article 11ter, 4°, assistent aux réunions avec voix consultative.

Le président du conseil d'administration préside également le comité de direction.

Le comité de direction détient les pouvoirs de haute direction dans la gestion des sociétés.

Les statuts précisent ces pouvoirs et déterminent le mode de fonctionnement du comité de direction et la durée des mandats de ses membres. »

Art. 9. Un article 11 quinquies, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 11 quinquies. L'administrateur-directeur général est nommé par le Roi sur proposition du Ministre ayant les transports en commun dans ses attributions.

Ses pouvoirs sont fixés par les statuts. »

Art. 10. Un article 11 sexies, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 11 sexies. Le collège des commissaires aux comptes se compose de trois membres nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

Deux commissaires sont présentés par l'Etat. Un commissaire est présenté par les pouvoirs publics associés. »

Art. 11. A l'article 17 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, dans le texte néerlandais, les mots « raad van beneer » sont remplacés par les mots « raad van bestuur »;

2° à l'alinéa 1er, les mots « du bilan, du compte de profits et pertes et du compte d'exploitation arrêtés au 31 décembre de cette année » sont remplacés par les mots « des comptes annuels de l'exercice arrêté au 31 décembre »;

3° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante : « les comptes annuels sont déposés au greffe du tribunal de commerce »;

Art. 6. Een artikel 11bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 11bis. De algemene vergadering bestaat uit de eigenaars van de maatschappelijke aandelen, vertegenwoordigd door een of meer speciaal daartoe aangewezen mandatarissen. Elk maatschappelijk aandeel geeft recht op één stem.

De algemene vergadering keurt de jaarrekening goed en verleent kwijting aan de raad van bestuur en het college van commissarissen voor de uitoefening van hun mandaat.

De statuten bepalen de werking van de algemene vergadering. »

Art. 7. Een artikel 11ter, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 11ter. De raad van bestuur bestaat uit een voorzitter en elf bestuurders :

1° de voorzitter en vijf bestuurders, benoemd door de Koning op voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het gemeenschappelijk vervoer behoort;

Onder deze vijf bestuurders benoemt de Koning een vice-voorzitter die geroepen is om deze laatste te vervangen bij afwezigheid of belet;

2° één bestuurder door de Koning benoemd uit een dubbeltal, voorgedragen door de bestendige deputatie van de provincieraad van de provincie waar de maatschappelijke zetel gevestigd is;

3° twee bestuurders, door de Koning benoemd uit een dubbeltal, voorgedragen door elk college van burgemeester en schepenen van de deelhebbende gemeenten;

4° twee bestuurders aangewezen door de twee meest representatieve vakorganisaties van het personeel der maatschappijen;

5° bestuurder-directeur-generaal.

De statuten bepalen de werking en de bevoegdheden van de raad van bestuur, evenals de duur van de mandaten van de bestuurders. »

Art. 8. Een artikel 11 quater, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 11 quater. Het directiecomité bestaat uit vijf leden :

1° de voorzitter van de raad van bestuur;

2° de vice-voorzitter van de raad van bestuur;

3° de bestuurder-directeur-generaal;

4° twee bestuurders die door de Minister tot wiens bevoegdheid het gemeenschappelijk vervoer behoort, worden aangewezen.

Daarenboven, nemen de twee bestuurders die, volgens artikel 11ter, 4° aangewezen zijn om het personeel te vertegenwoordigen, met raadgevende stem deel aan de vergaderingen.

De voorzitter van de raad van bestuur zit eveneens het directiecomité voor.

Het directiecomité heeft de hoge leiding in het bestuur van de maatschappijen.

De statuten omschrijven deze bevoegdheid en stellen de werkwijze van het directiecomité evenals de duur van het mandaat van zijn leden vast.

Art. 9. Een artikel 11 quinquies, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 11 quinquies. De bestuurder-directeur-generaal wordt benoemd door de Koning op voorstel van de Minister tot wiens bevoegdheid het gemeenschappelijk vervoer behoort.

Zijn bevoegdheden worden in de statuten vastgesteld. »

Art. 10. Een artikel 11 sexies, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 11 sexies. Het college van commissarissen van de rekeningen bestaat uit drie leden die benoemd worden door de algemene vergadering van de aandeelhouders.

Twee commissarissen worden voorgedragen door de Staat. Eén commissaris wordt voorgedragen door de deelhebbende openbare besturen. »

Art. 11. In artikel 17 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de nederlandse tekst van het eerste lid worden de woorden « raad van beheer » vervangen door de woorden « raad van bestuur »;

2° in het eerste lid worden de woorden « op 31 december van dat jaar afgesloten balans, winst- en verliesrekening en exploitatierekening » vervangen door de woorden « jaarrekening betreffende het op 31 december afgesloten boekjaar »;

3° het tweede lid wordt vervangen door de volgende bepaling : « De jaarrekening wordt neergelegd op de griffie van de rechtbank van koophandel »;

4° à l'alinéa 3, les mots « Le dépôt par le ministre intéressé, ainsi que la publication des comptes » sont remplacés par les mots « Les dépôts prévus aux alinéas 1er et 2 ».

Art. 12. L'article 19 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 19. Le Ministre ayant les transports en commun dans ses attributions nomme un commissaire du gouvernement auprès de chacune des sociétés. Celui-ci assiste, avec voix consultative, aux réunions des organes de gestion. Il a les pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de sa mission.

Le commissaire du gouvernement peut suspendre l'exécution de toute décision qu'il estime contraire à la loi, aux statuts ou à l'intérêt général.

Pour prendre son recours, il dispose d'un délai de quatre jours francs à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise s'il y était présent et, dans le cas contraire, à partir du jour où il en a reçu connaissance.

Si, dans un délai de vingt jours francs commençant le même jour que le délai visé ci-avant, le Ministre, saisi du recours, n'a pas prononcé l'annulation, la décision devient définitive. »

Art. 13. Un article 19bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 19bis. Le Ministre ayant le Budget dans ses attributions nomme un délégué auprès de chacune des sociétés. Celui-ci assiste, avec voix consultative, aux réunions des organes de gestion. Il a les pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de sa mission.

Le délégué du Ministre du Budget peut suspendre l'exécution de toute décision qui a une incidence budgétaire ou financière.

Les délais de recours du délégué et d'annulation du Ministre du Budget sont ceux prévus à l'article 19, alinéas 3 et 4. »

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur à une date à fixer par le Roi et au plus tard, le 1er mai 1987.

Les mandats des membres de l'actuel conseil d'administration prennent fin à la même date.

Art. 15. Notre vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et Notre Ministre des Communications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 mars 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
de la Politique scientifique et du Plan,

G. VERHOFSTADT

Pour la Ministre des Communications
et du Commerce extérieur, absent :
Le Ministre des Classes moyennes,

J. BUCHMANN

**MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS
ET MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS**

F. 87 — 706

Arrêté royal n° 523 modifiant la loi du 19 juin 1978 relative à la gestion du territoire de la rive gauche de l'Escaut à hauteur d'Anvers et portant des mesures de gestion et d'exploitation du port d'Anvers

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à Votre Majesté, a pour but d'adapter la Loi du 19 juin 1978 relative à la gestion du territoire de la rive gauche de l'Escaut à hauteur d'Anvers et portant des mesures de gestion et d'exploitation du port d'Anvers, de sorte que l'Etat ne devra plus intervenir, à partir de 1987 dans les résultats négatifs de l'exploitation du port de la rive gauche de l'Escaut.

4° in het derde lid worden de woorden « Het neerleggen door de betrokken minister alsmede de bekendmaking van de rekeningen » vervangen door de woorden « De in het eerste en tweede lid bedoelde neerleggingen ».

Art. 12. Artikel 19 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 19. De Minister tot wiens bevoegdheid het gemeenschappelijk vervoer behoort, benoemt een regeringscommissaris bij elk van de maatschappijen. Deze woont, met raadgevende stem, de vergaderingen van de bestuursorganen bij. Hij beschikt voor het vervullen van zijn opdracht over de ruimste bevoegdheid.

De regeringscommissaris kan de uitvoering opschorten van elke beslissing die hij met de wet, met de statuten of met het algemeen belang strijdig acht.

Om beroep in te stellen beschikt hij over een termijn van vier vrije dagen met ingang van de dag van de vergadering waarop de beslissing werd genomen indien hij erop aanwezig was en, en het tegenovergestelde geval, met ingang van de dag waarop hij er kennis van heeft gekregen.

Heeft de Minister bij wie het beroep werd ingesteld, binnen een termijn van twintig vrije dagen, ingaande dezelfde dag als de bovenbedoelde termijn, de nietigverklaring niet uitgesproken, dan wordt de beslissing definitief. »

Art. 13. Een artikel 19bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 19bis. De Minister tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort, benoemt een afgevaardigde bij elk van de maatschappijen. Deze woont, met raadgevende stem, de vergaderingen van de bestuursorganen bij. Hij beschikt voor het vervullen van zijn opdracht over de ruimste bevoegdheid.

De afgevaardigde van de Minister van Begroting kan de uitoefening opschorten van elke beslissing met een budgettaire of financiële terugslag.

De termijnen voor het beroep van de afgevaardigde en voor de vernietiging door de Minister van Begroting zijn deze bedoeld in artikel 19, lid 3 en 4. »

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum en ten laatste op 1 mei 1987.

De mandaten der leden van de huidige raad van bestuur nemen op dezelfde datum een einde.

Art. 15. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Onze Minister van Verkeerswezen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 31 maart 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
Wetenschapsbeleid en het Plan,

G. VERHOFSTADT

Voor de Minister van Verkeerswezen
en Buitenlandse Handel, afwezig :
De Minister van Middenstand,

J. BUCHMANN

**MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN
EN MINISTERIE VAN OPENBARE WERKEN**

N. 87 — 706

Koninklijk besluit nr. 523 tot wijziging van de wet van 19 juni 1978 betreffende het beheer van het Linkerscheldeovergebied ter hoogte van Antwerpen en houdende maatregelen voor het beheer en de exploitatie van de haven van Antwerpen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit voor te leggen, heeft tot doel de Wet van 19 juni 1978 betreffende het beheer van het Linkerscheldeovergebied ter hoogte van Antwerpen en houdende maatregelen voor het beheer en de exploitatie van de haven van Antwerpen, aan te passen zodanig dat het Rijk vanaf 1987 niet meer tussenkomst in de negatieve exploitatieresultaten van de Haven op de Linkerscheldeover.